CHRONIQUE DU MOIS

I.—Nouvelles de Rome. II.—Les massacres en Chine. III.—France, Madagascar.

Il serait trop long de faire ici l'histoire des efforts tentés par M. Crispi et sa presse pour obtenir le concours des catholiques aux élections politiques.

Ce n'était pas une petite chose de voir la presse se livrer à toutes les mystifications pour tromper les catholiques et leur donner jusqu'à des consultations de théologie morale pour leur faire croire que l'intervention, la désobéissance au Pape dans ce cas, ne serait qu'un mince petit péché véniel, que Léon XIII absoudrait facilement, qu'il recommandait même de commettre.

La confusion s'était faite dans les esprits ; elle fut augmentée lorsqu'on vit un cardinal de la sainte Eglise romaine, non italien, n'occupant aucune charge qui pût excuser ou expliquer une rencontre avec les ministres, se rendre à un banquet et prêter sa villa à une faction électorale, après avoir toasté en l'honneur de l'ennemi de l'Eglise, M. Crispi.

Ce n'était déjà pas une si petite cause que tout cela, et, petite ou grande, cette cause a fait comprendre au Pape qu'il était temps d'intervenir, de couper court aux fausses interprétations des journaux de M. Crispi. Et il a renouvelé le *non expedit*.

Pourquoi ne veut-on voir dans cet acte qu'une intervention française ? A ce propos, une remarque curieuse.

Depuis quelques années un fait se répète régulièrement.

Lorsque les catholiques allemands dans leurs congrès protestent hautement et solennellement en faveur du pouvoir temporel et de la liberté du Pape, la presse italienne et les agences se taisent et passent outre sans la moindre réflexion.

Au contraire, si la moindre manifestation se produit dans le même sens en France, on l'exploite, on la grossit, on l'enjolive, au point de faire croire que Charette avec ses zouaves sont déjà aux portes de Rome.

Pourquoi cette différence d'appréciations ?